

Convention collective nationale

IDCC : 11. – **PORTS AUTONOMES MARITIMES
ET CHAMBRES DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES
DANS LES PORTS MARITIMES
DE COMMERCE ET DE PÊCHE
(PERSONNELS)**
(17 juillet 1947)

ACCORD DU 7 MARS 2007
RELATIF À LA CAISSE DE RETRAITE DES CADRES
NOR : ASET0750788M
IDCC : 11

Entre :

L'union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes (UPACCIM),

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats indépendants des ingénieurs et cadres des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes ;

La fédération de l'encadrement des ports et des chambres de commerce et d'industrie maritimes CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans un contexte national de tension des régimes de retraite, et au vu des travaux du groupe paritaire « cadres » constitué au sein de la commission sociale de l'UPACCIM, les signataires du présent accord prennent acte de la dégradation de la retraite des cadres.

Les signataires du présent accord constatent notamment que les relèvements successifs du plafond de la sécurité sociale et le coefficient de classement des cadres F à l'embauche ou à l'occasion d'une promotion dans cette catégorie ne permettent pas à ces salariés de cotiser sur la tranche B des rémunérations.

Il apparaît donc nécessaire de corriger ces constats.

Considérant par ailleurs que les dispositifs issus de la loi n° 2005-296 du 31 mars 2005 portant réforme de l'organisation du temps de travail et de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social offrent des possibilités nouvelles en matière de retraite, les signataires adoptent les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

A compter de la signature du présent accord, les établissements adhérents à la convention collective « verte » s'engagent à garantir aux cadres F en place, nouvellement embauchés ou salariés promus dans cette catégorie, un niveau de rémunération global leur permettant de cotiser sur la tranche B des rémunérations, au-delà de la GMP, à l'issue d'un délai maximum de 2 ans à compter de leur entrée dans la catégorie.

Article 2

Les avancements intervenant le cas échéant pour la mise en œuvre de l'article 1^{er} ne sont pas comptabilisés dans le plafond prévu aux deuxième alinéa de l'article 11 de la convention collective « verte ».

Article 3

Dans le courant de l'année 2007, les établissements ouvriront des négociations pour actualiser les dispositions des accords locaux conclus en application de l'accord-cadre national relatif à la réduction du temps de travail du 14 juin 1999 et de son annexe datée du 7 juin 2000, notamment son article 2 relatif au compte épargne-temps, avec pour priorité l'amélioration des régimes de retraite. A ce titre, la mise en place d'un PERCO mérite d'être étudiée.

Fait à Paris, le 7 mars 2007.

(Suivent les signatures.)